

Actualité

L'Union européenne à 25

Edition : mai 2004

C'est dans un bel esprit de solidarité internationale que l'Union européenne a accueilli 10 nouveaux membres le 1er mai 2004. Les sondages ont montré des populations occidentales plutôt accueillantes à leurs nouveaux voisins, l'événement étant vu comme la suite logique de la chute du mur de Berlin il y a 15 ans. Le Professeur Christian Philip député du Rhône pour l'Union pour un mouvement populaire (UMP):

Géographiquement l'Europe, j'allais dire, est enfin elle-même, elle est réunifiée. Cet élargissement, ce ne sont pas seulement dix états supplémentaires, c'est huit états qui hier étaient derrière ce que l'on appelait le rideau de fer. On a depuis un demi-siècle cherché à ce que l'Europe ne soit pas coupée en deux, l'entrée dans l'Union européenne de ces pays c'est d'abord et avant tout l'Europe que nous espérons qui se reconstitue.

En juin les Européens vont voter leur premier parlement à 25 nations. La campagne électorale est déjà lancée. Nicole Guilhaudin brigue son premier mandat de députée européenne, convaincue que c'est sur cette scène qu'elle pourra le mieux satisfaire sa vocation politicienne:

Eh bien, écoutez je me suis rendu compte depuis un certain temps que la plupart des politiques qu'il faut absolument mettre en oeuvre aujourd'hui par rapport aux dérives environnementales particulièrement, ne sont des politiques qui ne peuvent être menées qu'au bon endroit, à la bonne échelle et la bonne échelle aujourd'hui c'est l'Europe. Les effets climatiques, le réchauffement de la planète, ça ne se gère pas par les politiques régionales, même pas nationales, ça se gère par des politiques de plusieurs pays entre eux pour avoir un effet suffisamment significatif. Je pense par exemple par rapport au réchauffement climatique dont les transports routiers sont à l'origine, à hauteur de 40% des gaz à effet de serre. La politique des transports elle n'aura d'efficacité qui si elle est menée au niveau européen.

Au quotidien, les pays de l'Union ne sont pas toujours aussi unanimes qu'on l'aurait espéré. Et à ce moment-là, qui peut trancher? Quelle tâche maudite d'avoir à dire aux fiers gouvernements nationaux que leurs budgets ne respectent pas les règles, que leurs lois ne sont pas conformes... Qui ne ressent un peu de sympathie pour les pouvoirs de Bruxelles, qui attirent les blâmes de tous les coins du continent? Mais pour Patrick Louis du Mouvement pour la France, les problèmes viennent de la nature-même de l'Union:

Toutes les structures fédérales qui soudent des peuples avec des histoires anciennes très grandes -que ce soit la Tchéquoslovaquie ou la Yougoslavie- ont montré que quand les cultures sont historiquement anciennes et très différentes, soit il vous faut un pouvoir central très fort pour unifier, soit au contraire ce pouvoir devient beaucoup plus libéral -ce que l'on désire- c'est-à-dire plus libre, plus respectueux des identités et dans ce cas-là vous avez, après les forces centripètes, vous avez des forces centrifuges et tout explose. Et nous pensons que la meilleure manière d'être en amitié et de faire des échanges féconds, c'est que chacun puisse vraiment vivre selon sa culture et son histoire. Plus l'identité des peuples est mise en cause, plus la perception de l'autre devient suspecte. Au contraire, il faut enraciner les identités pour que les échanges soient encore plus féconds.

Cet hiver, la Commission européenne doit décider si la Turquie peut éventuellement être acceptée comme membre de l'Union. C'est devenu une question test pour établir la nature de l'Europe qu'on cherche à construire. Jean-Luc Bennahmias, candidat Vert, croit qu'un refus absolu lierait de trop près

le continent à un héritage religieux:

Quelle identité européenne? L'identité judéo-chrétienne? Ou l'identité démocratique? Républicaine, à la française, à la belge, ou à d'autres pays? Moi, je parle d'une identité démocratique. Les religions sont tout à fait autre chose par rapport à tout cela. Les espaces culturels ou culturels sont tout à fait autre chose. Il faut les reconnaître. Mais je ne vois pas en quoi un certain nombre de pays qui adhèrent à l'Europe aujourd'hui dans l'élargissement, et un certain nombre d'autres qui vont adhérer à l'Europe, je pense à la Croatie, à la Bosnie-Herzégovine, à la Bulgarie, à la Roumanie, qui adhéreront un jour, je ne vois pas en quoi on refuserait à la Turquie pour des raisons religieuses l'adhésion à l'Union européenne. Il s'agit pas d'un espace géographique, car s'il s'agissait d'un espace géographique, comment la Guadeloupe, la Martinique, l'île de la Réunion, la Guyane, pourraient faire partie de l'Europe? Même, comment l'île de Malte, comment l'île de Chypre? On est dans un espace d'union qui pour les Verts est un espace d'union démocratique, politique, diplomatique et de défense, qui fait contrepoids à l'hégémonie du gouvernement américain. On est bien dans cet espace-là, on n'est pas dans autre chose. Et donc la culture européenne, il faut la créer, la citoyenneté européenne...

Mais Franck Biancheri du Think Tank Europe 2020 argumente contre l'inclusion de la Turquie dans l'UE:

Nos états membres sont en train de jouer avec le feu avec la question de la Turquie. On voit partout en Europe les montées des xénophobes de Haider, le Pen, un peu aux Pays-Bas avec Pim Fortuyn, au Danemark, en Italie, ces forces montent en Europe. Elles sont évitables à condition qu'on ne renforce pas le camp de ceux qui vont aller vers eux, et je crois que la question de la Turquie est réellement une question qui va être extrêmement importante parce qu'elle risque de faire basculer tout un tas de citoyens dans tous les pays de l'Union qui ne comprendront pas cette décision si elle est positive en octobre ou en décembre ou au prochain sommet européen et qui vont du coup devenir des gens extrêmement sensibles aux thèses de l'extrême droite européenne raciste et xénophobe.

Je crois que aujourd'hui l'Union européenne -enfin, dans les années qui viennent- ne pourra pas contrôler les forces démocratiques en Europe, qu'elles soient positives, démocratiques, ouvertes sur le monde où qu'elle soit négatives, xénophobes, racistes, ou etc. pour une raison simple c'est que l'Union européenne est une structure qui est essentiellement technocratique, donc qui n'a pas de relais capables de mobiliser les citoyens dans une direction ou dans une autre. Nous pensons avec Europe 2020 notre ThinkTank qui si la réponse à l'entrée de la Turquie est oui, à la fin de cette année, ça va être le plus grand soutien mobilisateur pour les forces xénophobes en Europe puisque l'opinion publique n'a pas été préparée, personne ne sait pourquoi on devrait prendre la Turquie demain, nos politiques n'ont fait aucune explication, ni Tony Blair, ni Jacques Chirac, ni Schroeder, ni personne, n'a battu la campagne depuis 10 ans pour expliquer aux citoyens pourquoi la Turquie était importante ou pas dans l'Union européenne, donc aujourd'hui les gens ne comprennent pas, et si l'Union européenne essaie de forcer cette solution alors qu'une grande majorité d'Européens aujourd'hui, quel que soit le pays, ne comprennent pas pourquoi la Turquie devrait rentrer demain dans l'Union européenne, on va avoir un phénomène qui va renforcer les tendances de rejet, de rejet des autres, de xénophobie, de racisme, etc. Et l'Union européenne ne peut contrôler ces forces-là que si elle organise les relations avec son voisinage sur des formes stables. C'est-à-dire qu'elle définit avec la Turquie, avec la Russie, avec le Maghreb, des formes des partenariats, très structurées, mais qui sont pas une entrée dans l'Union européenne.

Le manque de démocratie dans les institutions de l'Europe est au coeur aussi de l'analyse de Karim Helal du Parti communiste:

Et bien, ce qu'il me semble c'est que le grand absent de la construction européenne actuelle c'est les peuples, c'est-à-dire les citoyens. Depuis des années et des années on a une construction européenne faite d'en haut dans laquelle on n'associe pas les citoyens avec toute une série d'instances qui ne sont pas des instances représentatives élues, notamment la Commission, qui a

énormément de pouvoir, et aussi la Banque centrale européenne qui est indépendante, donc nous aujourd'hui dans ce moment où on voit bien qu'on est face à des choix très importants pour l'avenir de l'Europe il nous semble effectivement qu'il faut plus d'Europe, mais une Europe qui se construise à partir des attentes des citoyens. Et donc, on inverse complètement le type de démarche qui a pu prévaloir aujourd'hui à sa construction.

Un autre grand test pour la construction européenne serait la volonté des citoyens à l'ouest du continent d'accepter la concurrence des nouveaux membres à l'Est, où le prix de main-oeuvre est beaucoup moins cher. Christian Philip se veut rassurant, sans minimiser les enjeux toutefois:

Les délocalisations à l'Est, elles ont déjà eu lieu, celles qui devaient avoir lieu; ça n'est pas après le 1er mai que des constructeurs automobiles s'installent dans les pays de l'Est, en Pologne, en Slovaquie ou ailleurs, c'est déjà fait. Donc, ça, ça relève un peu du mythe. Je crois que on ne peut pas d'autre part avoir une Europe équilibrée si elle ne s'industrialise pas et elle ne s'industrialisera pas s'il n'y a pas des investissements de notre part dans ces pays. Donc la délocalisation en soi, je crois, n'est pas le problème, le problème c'est notre capacité à l'Ouest d'imaginer d'autres formes d'industrialisation, d'être capables d'innover, d'investir dans la recherche pour développer de nouvelles... de nouveaux emplois dans des secteurs technologiques plus avancés, donc c'est un élément qui j'espère tirera l'ensemble de l'Europe vers plus de croissance. Pour moi, il ne faut pas l'envisager comme un danger, mais comme quelque chose qui de toute façon... même si ces pays n'étaient pas entrés dans l'Union européenne, il faut le dire, il y aurait eu ces délocalisations. Donc, c'est un problème, mais c'est pas un problème qui est lié à l'entrée dans l'Union.

C'est un point de vue partagé par Yves Cochet des Verts:

Oh, on l'a déjà vu ce type de discours au moment par exemple de l'entrée de l'Espagne et du Portugal, voilà une vingtaine d'années. On avait déjà des gens, y compris des paysans du Sud de la France, qui disaient 'ça va être une concurrence avec nos produits, avec nos agrumes, avec nos primeurs, oh, ça va être terrible, ils ont des salaires moindres que les nôtres'. Eh bien, on a fait de l'harmonisation sociale par le haut. On a eu des fonds structurels européens pour le Portugal et pour l'Espagne qui ont permis à la fois d'avoir des meilleures conditions de production et surtout des meilleures conditions de rémunération pour leurs agriculteurs. Et maintenant il y a moins de problèmes qu'il y avait il y a 20 ans. Et donc ça sera évidemment difficile, mais les fonds structurels, la solidarité intra européenne et l'harmonisation par le haut, feront que... j'espère, que ça se passera bien avec nos pays de l'Est européen comme ça s'est bien passé avec l'Espagne et le Portugal.

Et Nicole Guilhaudin nous rappelle d'autres perspectives sur les questions économiques:

Et quant à ce que ça va nous coûter, je dirais que, ça, déjà, ça va nous amener la paix, et combien nous coûterait une guerre?